

LE TRAVAIL DU COMMUN

Pascal Nicolas-Le Strat

Éditions du commun, Saint-Germain-sur-Ille, 2016, 310 pages.

Présentation

Pascal Nicolas-Le Strat est sociologue, professeur en sciences de l'éducation à l'Université Paris 8 – Saint-Denis et chercheur au laboratoire Experice⁴⁵ (Éducation Tout au Long de la Vie). Il a co-initié le projet des Fabriques de sociologie⁴⁶. Ses travaux et articles sont en libre accès sur son site personnel⁴⁷.

Le travail du commun est un ouvrage composé de trois grands « moments », chacun initié par une proposition de lecture. L'auteur entend ici définir « quelques pistes sociologiques pour appréhender [l]e commun au travail [...] dans [des] domaines de pensée et d'action à chaque fois spécifiques » (p. 18).

La première partie, la plus conceptuelle, s'intéresse au « caractère nécessairement "au travail" de toute construction d'un commun » (p. 17), à partir des travaux d'Antonio Negri et de Michael Hardt. La deuxième partie, plus politique, se développe à partir de l'ouvrage *Constellations* publié par le collectif *Mauvaise Troupe*. Le troisième moment prend quant à lui la forme d'une réflexion esthétique-éthique au départ du livre de l'artiste Yvain von Stebut, *Inventer son*

45 <https://experice.univ-paris13.fr/presentation-3/>

46 <http://www.fabriquesdesociologie.net/>

47 www.le-commun.fr/

métier à la banlieue de l'art. Pascal Nicolas-Le Strat clôt enfin son essai avec l'histoire de peuples en résistance « qui sont parvenus à préserver leur autonomie [...] parce qu'ils ont su en permanence réinventer leur identité et leur culture, parce qu'ils ont été capables d'innover, parce qu'ils ne se sont jamais laissés piéger et enfermer dans une expérience précédente » (p. 272), racontée par James C. Scott dans le livre *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*.

Commentaire

La première partie de l'ouvrage revient donc sur la théorisation du commun par Antonio Negri et Michael Hardt. Ceux-ci placent le commun principalement au niveau de l'*activité*, « en tant que trame ou matrice de nos pratiques collectives (coopération, mutualisation) et en tant que perspective ou idéal (autonomie, égalité) » (p. 28). Pour eux, les transformations du travail et notamment la profonde mutation qui a eu cours dans les années 1970 sont centrales. D'un modèle fordiste « parcellisé et désubjectivé » où seuls le geste et la force matérielle et physique étaient valorisés, le capitalisme va peu à peu s'orienter « vers des activités et des productions plus qualitatives, à plus forte valeur langagière (culture), intellectuelle (savoir) et sensible (vie) » (p. 36). Cette mutation n'a toutefois pas pour objectif l'épanouissement personnel du travailleur et s'accompagne de « nouvelles formes de pénibilité [...] : souffrance, stress, harcèlement » (p. 36). Le commun émergent de cette nouvelle subjectivation du travailleur est ainsi sans cesse *refoulé* et *réprimé* par l'organisation capitaliste du travail. Le système capitaliste fait sienne une volonté de commun sur le plan de la production mais se refuse à le placer sur le plan politique. Or c'est cette transcription du commun sur la scène politique qui doit aujourd'hui être conquise. Ce projet d'une *démocratie radicale* puiserait dans

le formidable *gisement de commun* que représentent la société actuelle, de plus en plus globalisée, mais aussi la ville de par la multiplication des échanges et des relations qu'elle suscite.

Au départ de cette théorisation, Pascal Nicolas-Le Strat questionne notre possibilité *d'agir le commun* et de développer *une pensée de l'action*. Pour l'auteur « l'enjeu est triple. Il convient en effet de réfléchir conjointement à la question de *l'agir en commun* (Comment agir en nombre? Comment coopérer?), à la question de la *constitution d'un commun* (Qu'est ce qui nous réunit, nous associe? Comment faire collectif ou communauté? Comment tisser, tramer ou instituer du commun?) et à la question du *travail du commun* (Comment agir sur ce commun qui nous humanise? Comment le développer, le déployer démocratiquement? Comment renforcer sa portée émancipatrice?) » (p. 49).

Il revient sur les luttes qui ont instituées la constitution du secteur public au XX^e siècle et sur le fait que ces biens et services sont aujourd'hui gérés par l'État suivant un modèle néolibéral qui exclut les citoyens. Pour lui la constitution d'un commun devra donc se placer en contre à la fois de *l'appropriation privée et de la marchandisation* mais aussi de *l'emprise étatique et managériale sur les biens et services publics*, tout en se déployant sur trois plans distincts : le commun en tant que disponibilité – une attention à notre écologie de vie et d'activité –, le commun en tant que capacité – une puissance collective à agir –, et le commun en tant qu'institution – une pensée et un agir du processus. Afin d'éviter toute réappropriation du commun par l'appareil étatique, l'auteur appelle de ses vœux la constitution d'un commun *oppositionnel*. La lutte est nécessaire au travail du commun. La portée instituante/destituante de ces actions est primordiale et les récits d'occupation (squats, ZAD, *Occupy Wall Street*...) repris ici « racontent immanquablement la

capacité des gens à inventer une gestion démocratique de la vie quotidienne et leur capacité à construire en commun les “communs” indispensables au développement d’une communauté de vie [...] » (p. 71), tout en se positionnant en décalage avec les institutions. L’exemple du logiciel libre illustre également cette double capacité, en permettant à la fois « la constitution d’un bien, d’une expertise, d’une démocratie du savoir et d’une communauté d’usage et, simultanément, d’une capacité destituante avec la volonté – et la faculté! – d’empêcher l’établissement de nouvelles enclosures et de contredire, en acte, les logiques de privatisation des savoirs (logiciels propriétaires) » (p. 77).

L’institution d’un commun appelle une réflexion et une créativité permanentes et conscientisées afin de ne pas reproduire les modèles de verticalités et d’autoritarisme des institutions dominantes. L’une des ambitions premières de ce travail d’institutionnalisation est « la capacité à travailler (à imaginer) en commun, de manière autonome, les formes institutionnelles appropriées aux pratiques que nous désirons développer » (p. 94). La forme de l’institution sera donc *continué, en processus, toujours ouverte sur son devenir*. Le modèle ne sera pas figé mais constamment questionné en fonction des retours sur les pratiques et se révélera pluriel, composite. Aussi l’auteur propose de substituer au terme d’institution, la formule d’« agencements collectifs d’institution ».

En conclusion de cette première partie, Pascal Nicolas-Le Strat rappelle le double questionnement que ce travail d’institution suppose : « Il s’agit finalement de questionner à la fois la façon dont *un* commun peut s’instituer dans une perspective d’autonomie et de démocratie radicale (un devenir minoritaire) et, symétriquement, la façon dont *le* commun peut s’instituer en alternative à la structuration dominante de la société (une devenir majoritaire). » (p. 104)

La seconde partie du livre présente l'ouvrage *Constellations* du collectif *Mauvaise troupe*. *Livre-nécessité* pour Pascal Nicolas-Le Strat, *Constellations* propose au fil de ses quelque 700 pages, des « récits de lutte et de résistance, de colère et d'engagement, de création et d'expérimentation » (p. 107). Ces témoignages rappellent que toute action de lutte est avant tout *une forme de vie*, avec ses essais et ses erreurs, et que la pratique ne peut être qu'habitée. L'engagement est alors *éprouvé* et la critique sociale cesse d'être abstraite. Pascal Nicolas-Le Strat note par ailleurs que « nombre d'activistes présents dans ces *Constellations* renouent avec des métiers manuels et techniques » (p. 111). On assiste ainsi à une réappropriation du faire et, de fait, à un réengagement politique de la transmission et des savoir-faire. L'engagement politique est tout à la fois pensées, savoir-faire et modes de vies.

Au départ de ces expériences concrètes, Pascal Nicolas-Le Strat pose la question de l'interdépendance nécessaire entre travail du commun et *empowerment*. L'auteur nous invite à nous défaire des *impuissances à agir* mises en place par une institution « qui distribue capacités et incapacités, qualifications et disqualifications » (p. 125), et à se réapproprier l'action collective. Pour lui, le processus d'*empowerment* ne se révélera pleinement que dans un moment de résistance à la fabrication de ces incapacitations. L'auteur propose alors d'opposer au modèle dominant « notre capacité collective à créer, innover, détourner, contourner. . . » (p. 143). Ce travail du commun à accomplir s'appuiera sur les nombreuses expériences autonomes qui se sont succédées depuis les années 1960. Fanzine, squat, logiciel libre, punk, autogestion ou *Do It Yourself* sont nés d'une même « résistance à l'esprit du temps, réengag[és] dans des conjonctures différentes mais confirmant l'existence d'un même adversaire : le conservateur, le possédant, le conforme ; [d'un même] goût de faire par soi-même et faire avec d'autres » (p. 152).

Les expériences d'autonomie sont toutefois aujourd'hui bien plus nombreuses que dans les années 1960. L'auteur explique cela par deux faits historiques. Les profondes mutations du travail que nous évoquions plus haut sont créatrices de nouvelles tensions. Le travailleur resubjectivé et conscient de sa capacité à agir est continuellement balancé entre un management qui l'incite à prendre part mais qui tout à la fois définit strictement les modes de cette participation et « trace la limite entre la parole requise et la parole disqualifiée ». Cette restriction de la parole du travailleur peut provoquer une souffrance qui parfois se transforme en une aspiration à *faire* (autrement). Le deuxième facteur historique soulevé ici est *l'expérience massive de la précarité*. Les travailleurs précaires vont ainsi, par nécessité, s'émanciper des systèmes établis desquels ils n'attendent plus rien, pour mettre en place des systèmes autonomes « sur la base d'une familiarité (amitié, complicité professionnelle, interdépendance) ». Nicolas-Le Strat rappelle ici que la conquête d'une autonomie ne peut se réaliser sans la mobilisation d'un *faire*, sans partir des pratiques. Le commun doit s'en cesse être réinterrogé, ré-imaginé, réinventé. Il ne peut se figer sans s'exposer aux « inclinaisons verticales, dirigistes et technocratiques ». L'auteur parle ainsi d'*expérimentation continuée*. Mais le travail du commun est aussi un travail *situé* « au sens où il s'ancre dans l'expérience d'une communauté et où il s'arrime à ce que les personnes concernées ont appris à faire et à voir ensemble » (p. 174). La constitution du commun s'opère alors par tramage : les expériences *situées* parvenant « à se rattacher les unes aux autres et à se combiner partiellement entre elles ». Pascal Nicolas-Le Strat questionne également les modes de transmission de ce commun. Il les pense transversaux – par *montées en latéralité* – déployés dans des « micro-espaces publics et démocratiques » où les expériences communes

puissent être partagées mais aussi débattues, car elles ne seront pas sans susciter des controverses, indispensables, entre praticiens du commun.

La troisième partie du livre s'intéresse à l'artiste Yvain von Stebut et à son ouvrage *Inventer son métier à la banlieue de l'art*. Dans ce livre, l'artiste propose de décroiser les pratiques de l'art en se distanciant des milieux institutionnels et en replaçant l'art et l'artiste dans la société. L'expérience radiophonique *Micronomade* décrite ici est un exemple concret de ce déplacement. Yvain von Stebut repense l'identité de l'artiste. Pour lui, « il ne s'agit plus de considérer l'artiste comme le détenteur d'un talent que les autres n'ont pas mais de voir en lui un passeur capable de transmettre aux publics le désir d'entrer dans une relation sensible et créative collective » (p. 193). Ce déplacement s'accompagne selon lui d'une nécessaire hybridation des pratiques de l'art aux pratiques convoquées par ce rapprochement de l'art à la vie : « Je suis artiste-chercheur, artiste-consultant, artiste-éducateur... » L'art comme pratique du commun impacte ainsi nécessairement les pratiques avec lesquelles il coopère : « Œuvrer en commun nous fait entrer dans un jeu d'exterritorialité réciproque, chacun s'expatriant librement et volontairement sur le terrain de l'autre. » (p. 207)

Cette réflexion sur l'exterritorialité des pratiques amène Pascal Nicolas-Le Strat à s'interroger sur le travail du social dans le travail du commun. Pour lui, « faire commun et prendre soin se présupposent ». Après un bref retour historique sur la construction de l'État social, l'auteur constate l'urgence de *resocialiser* le travail social, de le « (ré)inscri[re] dans des liens réels, des liens qui font réalité pour et dans la vie des personnes concernées » (p. 213). Pour cela il propose de repolitiser la question de l'*agir social*, notamment par une réappropriation

de la relation d'aide par les personnes concernées. Une fois encore, il en appelle à la créativité collective pour contrer un système étatique défaillant : « Soins et attention en tant que signatures fondatrices du commun supposent substantiellement, structurellement, l'institution de méthodes et de dispositifs de coopération, ambitieux et vivants, actifs et créatifs. » (p. 227)

L'auteur revient ensuite sur le caractère nécessairement multiple et disséminé du commun. Il appelle de ses vœux la multiplication de processus de collaboration et une politique de co-création – avec ses partages de compétences et ses mutualisations de pratiques – en vue de la création d'une multitude de *mondes communs* (artistiques, sociologiques...). Enfin, le chercheur en sociologie termine cette troisième partie avec la perspective d'une *épistémopolitique* du commun, entendue comme la possibilité de décroiser la recherche, de l'ouvrir à toutes les personnes concernées afin qu'elle relève aussi d'un travail du commun. Pour l'auteur, il est temps d'ouvrir et de « (re)socialiser les “collectifs de pensée” ou les “communautés de recherche” afin qu'ils ne restent pas étroitement auto-centrés sur un point de vue strictement spécialisé et un seul mode d'intéressement » (p. 263). Cette recherche collaborative et « de plein vent » ne sera pas bien sûr sans déstabiliser la figure du chercheur, notamment en l'amenant à faire l'expérience de sa propre ignorance.

L'ouvrage se termine par une dernière proposition de lecture : *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné* de James C. Scott. « Zomia » représente un territoire fluctuant – se déterritorialisant/re-territorialisant sans cesse – investi par certaines populations d'Asie du Sud-Est qui souhaitent se défaire de toute emprise étatique. Pour Pascal Nicolas-Le Strat, ce « refus de se laisser gouverner, ces logiques statofuges, cette

capacité à toujours réinventer une autonomie représentent bel et bien le défi contemporain d'un travail du commun » (p. 271). Si aujourd'hui, une distanciation physique à l'État semble impossible – Il n'y a plus de montagnes, de maquis, de refuges naturels assez éloignés pour *décourager l'emprise étatique* – une autre prise de distance est essentielle. Dès lors comment résister ? Pour l'auteur l'expérience de Zomia nous l'enseigne : « En instaurant, en implantant, entre l'espace de notre autonomie et l'espace que l'État quadrille, le maximum de pratiques et de dispositifs aux qualités et aux talents statofuges. » (p. 281) De nouveau, c'est par le *faire* créatif et continu que le travail du commun parviendra à faire résistance.

M.L.C.

Mots-clés

Activité – capacitation – commun au travail – commun oppositionnel – créativité – *Do It Yourself* – écologie – *empowerment* – expérience continuée – faire – incapacitation – institution – mondes communs – montées en latéralité – occupation – résistances – travail du commun

Contenu

Introduction. Un déboîtement radical (11) – Lecture 1 : L'exigence des communs, la passion du commun – À la lecture de Antonio Negri et Michael Hardt (23) – Texte 1. Agir en commun/agir le commun (45) – Texte 2. Commun oppositionnel (63) – Texte 3. Travail d'institution et capacitation du commun (81) – Lecture 2 : Fauteurs d'histoire(s) – À la lecture du collectif Mauvaise troupe (105) – Texte 4. Défaire les impuissances-à-agir (121) – Texte 5. En quête, en conquête d'une autonomie – entre *Do It Yourself* et *Do It Together* (143) – Texte 6. Arts de faire commun (167) – Lecture 3. Faire œuvre commune – À la lecture d'Yvain von Stebut (191) – Texte 7. Entre travail du social et travail du commun (209) – Texte 8. Une politique de co-création (229) – Texte 9. Vers une épistémopolitique du commun (247) – Lecture 4. Le travail historique du commun – À la lecture de James C. Scott (269) – Conclusion. Un travail situé, un travail continué (287) – Bibliographie (295)